

RÉSISTANCE POLONAISE

# DOCUMENTS

*Édité par le Comité Central de la Lutte pour l'indépendance de la Pologne*

Le tragique bilan de cinq années de guerre

## LES PERTES POLONAISES s'élèvent à 28% de la population

Le bureau de presse des forces armées polonaises publie un rapport sur les pertes polonaises depuis le début de la guerre. Il en découle que les pertes de la Pologne dépassent les pertes des autres pays alliés, bien qu'il soit difficile d'en obtenir le chiffre exact. D'après les statistiques, la Pologne a perdu approximativement 10 millions d'âmes, ce qui constitue plus de 28 pour cent de la population d'avant guerre. Ce chiffre comprend les tués, blessés, prisonniers de guerre, déportés, ainsi que les « personnes déplacées » et internées.

Le chiffre des pertes de l'armée (aviation, marine et forces terrestres) se monte à 1.045.000 hommes) celui de la population civile approximativement à 9 millions.

Les pertes militaires sont réparties comme suit :

1° Campagne de Pologne en septembre 1939 : 831.000 dont 220.000 tués et blessés, 420.000 prisonniers de guerre dans les camps allemands, 181.000 prisonniers de guerre dans les camps soviétiques, le reste étant constitué par les internés dans plusieurs pays, neutres à cette époque.

2° Campagne de France et de Norvège de 1940, de Libye de 1941-1942, d'Italie de 1944 et front de l'Ouest depuis le débarquement : plus de 32.000 blessés et disparus. (Ces chiffres datent du 31 décembre 1944).

3° Armée de l'Air et Marine : (bataille de Grande-Bretagne incluse) — plus de 2.400 tués, blessés et disparus.

4° Armée Polonaise de l'Intérieur, reconnue par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis comme partie intégrante de l'armée polonaise (l'insurrection de Varsovie de 1944 incluse) : plus de 180.000 tués, blessés et disparus.

Pertes de la population civile :

1° Pendant l'occupation allemande, environ 5 millions de personnes furent tuées, parmi lesquelles approximativement 3 millions de Juifs, exterminés dans des camps de tortures et dans les batailles des ghettos. Deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants polonais trouvèrent la mort à la suite des rafles massives, des exécutions d'otages, dans des camps de concentration et les prisons. De nombreux membres de la Résistance furent assassinés par les Allemands. D'autres périrent au cours « d'expéditions punitives de représailles », qui virent pour le moins trois cents villages complètement détruits et leurs habitants exterminés.

2° Déportés en Allemagne : depuis l'occupation allemande de la Pologne, plus de 3 millions d'hommes, de femmes et d'enfants furent déportés dans les camps de concentration ou de travail obligatoire en Allemagne ou incorporés de force dans l'armée allemande.

3° Pendant l'insurrection de Varsovie de 1944 — plus de 200.000 personnes ont été tuées.

4° Déportés en Russie : après l'occupation russe des territoires orientaux de la Pologne, en 1939, environ 1 million 230.000 personnes furent déportées en Russie, 150.000 ont été évacuées après la signature du pacte russo-polonais de juillet 1941. On estime que 150.000 ont été incorporées dans l'armée rouge et dans les unités polonaises créées par le gouvernement soviétique et que 270.000 sont considérées comme ayant péri, 662.000 Polonais environ se trouvent donc encore en Russie.

En résumé, les pertes de la population civile peuvent être évaluées comme suit :

<b>1° Morts</b>	
Sous l'occupation allemande .....	5.200.000
Sous l'occupation russe, ou en Russie .....	270.000
<b>2° Déportés et résident</b>	
En Allemagne .....	3.000.000
En Russie .....	812.000
<b>Total (approximatif) ..</b>	<b>9.282.000</b>

Lire en page 2 :  
**La situation en Pologne libérée**  
vue par  
la presse suisse

Lire en page 7 :  
**Qui est le véritable conquérant de Wilno ?**



# LA SITUATION EN POLOGNE LIBÉRÉE

vue par la presse suisse

## LA SOVIÉTISATION DE LA POLOGNE

Dans un article consacré à la « Sovétisation de la Pologne » le « Courrier de Genève » (n° du 22 mars dernier) écrit notamment :

« Les dirigeants de Lublin entendent se présenter, à la face de l'univers, comme les représentants légitimes et respectés de la population. Malheureusement pour eux, les personnalités représentatives sont peu nombreuses parmi eux. Des inconnus n'ont qu'un moyen pour s'imposer aux regards, c'est de troquer leur identité anonyme contre celle de personnes en vue.

« A tout seigneur, tout honneur. Le président du Conseil s'appelle M. Osóbka, ce qui signifie « petit personnage ». Vraiment fâcheux pour un chef de « gouvernement ». Qu'à cela ne tienne. Il se nommera, désormais Osóbka-Morawski.

« Le ministre de la guerre et chef de l'armée a pensé se donner de l'éclat en se plaçant à l'ombre d'un héros national. Oubliant son acte d'origine (Lyzwinski), il se fait appeler général Zygmierski. Même escamotage, ou à peu près de la part du représentant de Lu-

blin au Kremlin, qui se pare du patronyme de l'ancien ministre de Pologne, à Berne, M. Modzelewski. Cependant nul ne peut se comparer au président de la République, M. Sendzikowski, devenu M. Bierut, après avoir été successivement M. Biernacki et M. Rutkowski. En outre, cet excellent chef de la nation polonaise est citoyen soviétique, depuis nombre d'années.

« Il y a peu, le Comité de Lublin a honoré Cracovie d'un nouveau président. Pour une ville universitaire, un docteur était de rigueur. Une hésitation n'était pas possible. Un professeur Michalski s'était illustré, dans cette université. L'envoyé de Lublin, M. Saruk, se transforma donc en président Michalski.

« Sous un autre aspect, le camouflage n'est pas moins complet, dans le domaine de l'enseignement. L'Université de Lublin est rouverte, certes. Mais elle a perdu sa liberté, son caractère religieux, au profit de l'Etat. La faculté de théologie n'existe plus. A Cracovie, transformation similaire. Le recteur et

les doyens de l'Université ne sont plus élus par les professeurs. Ils sont désignés par les pouvoirs publics.

« D'innombrables Polonais ne se laissent pas prendre — on le suppose bien — à ces subterfuges. Ils se révèlent aussi réfractaires à la bolchevisation qu'à la nazification. Le poteau d'exécution et les déportations font disparaître les plus tenaces. Quant à la résistance passive de la masse, on espère la vaincre en s'attaquant aux estomacs. Les coupons de rationnement sont accordés, strictement, aux personnes en possession d'un emploi. Tant pis pour les infirmes, les malades, les vieillards et les citoyens assez astucieux pour refuser de s'embrigader. Dans le « paradis » de la Pologne soviétisée la loi du cocotier est en vigueur. Ceux qui ne veulent ou ne peuvent grimper au sommet de l'armée rouge s'effondrent sur le sol.

« Certaine libération ressemble trop, décidément, à une nouvelle oppression... »

## LA DÉMOCRATIE EN POLOGNE

Nous lisons dans « Le Jura » du 17 mars sous le titre « La démocratie de Pologne » :

« La démocratie existe, en Pologne libérée de l'odieuse tyrannie allemande, surtout dans les mots.

« Le pays a maintenant un régime qui rappelle celui des czars avant l'autre guerre. Il n'y a ni droits populaires ni liberté.

« Celle de la presse, celle de l'enseignement sont lettre-morte. Il n'y a en Pologne pas un journal indépendant, pas un seul qui pourrait exprimer librement une opinion autre que celle dictée par les bureaux officiels de Lublin. Les quatre plus grands partis politiques qui représentent la presque totalité de l'opinion polonaise, ces quatre partis qui pendant cinq ans d'occupation allemande menèrent contre l'occupant une lutte sanglante et sans merci, ces partis politiques sont réduits au silence. Ni les socialistes, ni les catholiques, ni les paysans, ni les démocrates-nationaux ne peuvent éditer leurs journaux dans leur pays « libéré ». Ces mêmes partis qui, sous l'occupation allemande, éditaient de nombreux journaux clandestins, n'ont pas, après la « libération » de la Pologne, le droit que la presse clandestine française obtint le jour même de l'entrée des Alliés : celui de vivre et d'agir au grand jour. Ces centaines de journaux polonais qui combattirent, les Allemands, semèrent de morts leurs rédacteurs et leurs imprimeries, virent

des centaines et des milliers de leurs collaborateurs fusillés ou torturés à mort par l'occupant, ces journaux et leur personnel sont persécutés par les « libérateurs », tout comme ils l'étaient par l'occupant. La presse est uniformisée, elle n'a pas droit de critique. Elle sert un seul parti. Voilà le premier point de tout système totalitaire, appliqué dans toute sa beauté.

« Passons à l'enseignement. La presse de Lublin fit une propagande tapageuse à la réouverture de l'Université de Lublin, qui fut avant la guerre une université libre, catholique. Cette réouverture devait constituer une preuve irréfutable de la tolérance religieuse et des vues larges des dirigeants de Lublin. En effet, l'université fonctionne. Mais on l'a déjà transformée en université de l'Etat, on y a fermé la faculté de théologie. D'autre part, à Cracovie, au cours d'une séance du sénat académique, les professeurs de cette université (qui date du XIV<sup>e</sup> siècle) apprirent de la bouche d'un ministre de Lublin que, dorénavant, le recteur et les doyens ne seront plus élus par le corps enseignant, mais nommés par le ministère. Après la liberté de la presse, l'indépendance de la science et l'autonomie universitaire viennent d'être ainsi abolies.

« La vie économique du pays se ressent tout aussi douloureusement de ces méthodes arbitraires. Les autorités de Lublin décrétèrent que le zloty, mon-

naie qui avait cours jusque-là, n'était plus valable. On l'échangea en 3 jours contre une monnaie nouvelle, apportée de Moscou ; mais on pratiqua l'échange seulement jusqu'à la somme de 500 zlotys par personne. Le reste des économies privées fut bloqué. Ce qui fait que toute la population, sans exception aucune, s'est trouvée du jour au lendemain dans une misère noire : car 500 zlotys représentent la valeur d'un kilo de beurre au marché noir. C'est une somme avec laquelle on réussit à vivre très misérablement pendant une semaine, au maximum. Et ensuite ?

« D'autre part, les cartes de ravitaillement sont distribuées exclusivement aux personnes qui travaillent. Que doivent faire les malades, les vieillards, et tous ces intellectuels qui ne voient pas la possibilité de servir les nouveaux maîtres et leurs idées, importées de l'étranger ?

« Eh bien, ils n'ont qu'à crever, d'après les nouvelles lois. Et ils crèvent, effectivement, par milliers, de faim, de froid, de maladies.

« Le tableau ci-dessus est brossé par quelqu'un qui connaît exactement la situation. Il justifie toutes les craintes.

« La Pologne, hélas ! n'a fait que changer de maîtres.

« Est-ce pour cela que la Grande-Bretagne et la France sont entrées en guerre ? »



# VIVE LA POLOGNE !

Le 4 avril, *L'Aube* a publié un article de Maurice Schumann, intitulé « Vive la Pologne » et rédigé en ces termes :

« Le 21 juin 1940, le drapeau polonais s'interposait entre la terre de France et le dernier regard que nous lui jetions. Le bateau qui emmenait vers l'Angleterre, c'est-à-dire vers la voix du dix-huit juin, la centaine d'uniformes français auxquels se mêlait le nôtre, portait le nom de « Jean Sobieski ». La foule des errants, à laquelle nous étions unis, sans pourtant nous confondre avec elle, sur cet asile flottant et menacé, nous rendait au juste la seule foi que nous tremblions de perdre : il nous suffisait de contempler ceux dont nous nous étions entourés et qui depuis un an, ou plutôt depuis des siècles, transportaient de refuge en refuge l'âme de leur patrie, pour sentir que, nous non plus, n'étions pas des exilés, mais des mandataires chargés du dépôt le plus lourd et le plus sûr. Ce jour-là, nous avons juré de payer notre dette à la Pologne. Il est trop tôt pour pouvoir s'acquitter. Il n'est pas trop tôt pour le vouloir.

« Je dis que, si la première conférence des nations victorieuses se réunissait sans le plus martyrisé, donc le plus digne des vainqueurs, alors nous aurions perdu la guerre, quand bien même nous l'aurions gagnée. Ou pis encore : la guerre que nous aurions gagnée ne serait plus celle que nous aurions livrée. On imagine alors le discours inaugural du congrès de San-Francisco transposé dans un drame shakespearien : « Messieurs, des millions de Polonais n'ont pas été crucifiés pour rien... puisque, grâce au sang qu'ils ont versé, les Turcs, nos alliés des bons jours, recueillent ici la récompense de celui qu'ils n'ont pas répandu. »

« Pourquoi donc ce scandale qui, même s'il est réparé, nous aura trop longtemps élaboussés ? Pourquoi ? »

Après avoir examiné les principales décisions de Crimée, concernant la Pologne et prises par MM. Roosevelt, Churchill et Staline, l'auteur continue :

« Hélas ! A trois semaines de la date fixée pour l'ouverture de la conférence de San-Francisco, non seulement cet accord n'a pas joué, mais encore tout se passe comme si les deux parties l'avaient conclu sur la foi d'interprétations différentes, ou plutôt comme si le contrat de Yalta, au lieu de concilier deux pensées, avait dissimulé deux arrière-pensées.

« Eh bien ! Osons proclamer que nous n'en serions point là, si le facteur moral, qui s'appelle la France, n'avait pas été négligé. Il manquait à Yalta le seul pays qui pût être à la fois l'avocat de la Pologne auprès des puissances et celui des puissances auprès de la Pologne. C'était un rôle ingrat où nous risquions de beaucoup perdre sans avoir rien à gagner. Nous l'aurions pourtant joué, comme nous avons rempli dans la guerre de Trente ans la terrible mission d'avant-garde, que nous avait confiée le parti de la liberté. Car nous ne réclamons point notre grandeur — c'est-à-dire notre dû — pour le vain plaisir de l'étaler, mais parce qu'elle est, en soi, le plus éminent service que nous puissions rendre à la communauté des nations.

« En se privant de la France, les puissances se privent de leur accord.

« Comme, en se privant de la Pologne, elles se privent de la justice ».

Nous saluons l'article de M. Maurice Schumann, non seulement avec une profonde satisfaction, mais également avec une émotion sincère. Depuis très longtemps nous attendions cet article. Nous avons longtemps supporté « le scandale qui nous a trop longtemps élaboussés ». Aujourd'hui, nous respirons avec soulagement, en constatant que la France reprend d'une main ferme son rôle traditionnel de véritable puissance, d'une puissance dont la valeur n'est pas estimée à la quantité de l'or déposé dans les banques d'émissions, ni au chiffre d'affaires dans les ports étrangers, mais

qui se traduit en premier lieu, par la confiance que peuvent mettre en elle les nations qui jugent que l'honneur et la liberté valent plus que toutes les garanties matérielles immédiates.

La dette contractée par la France envers la Pologne n'est pas une dette commerciale. Elle est une dette d'honneur, qui doit être payée à la Pologne ainsi qu'à toute l'humanité civilisée au nom de la vraie, de l'authentique grandeur de la France.

Nous savons que cette dette sera réglée.

## M. Camille HUYSMANS défend l'indépendance de la Pologne

La France doit participer au règlement du problème polonais

*Dans la revue « Time and Tide » du 10 mars, M. Camille Huysmans, l'éminent leader socialiste belge, a fait paraître un article sur le problème polonais, dont voici quelques extraits :*

« La déclaration de Crimée a été acceptée par un vote unanime à la Chambre des Communes. Un petit nombre de députés ont présenté des objections et ont marqué leur désaccord en s'abstenant.

« Cette décision ayant été prise, il faut voir si la minorité a vu juste ou non. Si l'on peut prouver qu'elle n'était pas dans le vrai, le monde vivra pendant très longtemps en paix. Dans le cas contraire, le sort de la nation polonaise pèsera, non seulement sur la conscience des membres de la Chambre des Communes, mais aussi sur tous ceux qui ont des idées démocratiques. Pouvons-nous permettre une telle faillite ? Je dis : non.

« Refusant de discuter sur la question des frontières, je passe à la question de l'indépendance. Sur ce point, il y a eu non seulement des paroles, mais aussi des obligations. M. Churchill a eu soin d'éviter le débat sur la situation actuelle

en Pologne. Il ne voulait pas, vraisemblablement, prendre la moindre responsabilité de ce qui est arrivé avant les décisions de Crimée... Mais, maintenant, la responsabilité de la Grande-Bretagne est engagée directement. Et je ne rendrais pas service à la cause de la démocratie dans le monde, si je ne disais pas très franchement QUE LES PETITS ETATS DU CONTINENT NE VOIENT PAS AVEC PLAISIR LA FAÇON DONT LA POLOGNE EST TRAITÉE. Quand on offre la citoyenneté à ceux qui ont combattu pour une bonne cause, on n'accomplit qu'un geste, eu égard aux sacrifices extraordinaires des Polonais. Mais tout cela est peu en comparaison avec les sacrifices que les Polonais avaient consentis, en tant que nation, en mettant en jeu tout ce qu'ils avaient. Ne l'oublions pas : à la différence des autres nations subjuguées, ils n'ont pas produit de Quisling ni de collaborateurs. Et cela doit compter, si l'on met à part l'héroïsme.

« La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont maintenant une responsabilité directe. Mais est-ce une garantie, une promesse ou un traité qu'elle entraîne ? Quoi qu'il en soit, elle signifie certainement que ces deux pays doivent agir de telle sorte, que la confiance qu'ils avaient mise en la Russie se justifie. Et cela signifie aussi que la Russie, qui s'est engagée à fond pour Lublin, doit rappeler à l'ordre ses propres gens et surtout les Polonais de Lublin...

« S'il est vrai qu'il y a eu, après la déclaration de Crimée, beaucoup d'arrestations, de déportations et d'exécutions, il y a lieu de douter de la bonne foi de l'un des signataires de cette déclaration...

**Vous ne connaissez qu'imparfaitement  
la question polonaise**

**DOCUMENTS**

**vous renseigne sur cet important  
problème d'actualité**



# V A



Premiers secours pendant la bataille dans le quartier de la vieille cité.

« Nous ne devons pas permettre que cette question de l'indépendance de la Pologne soit négligée. Nous devons agir. Je me souviens du jour où **LE-NINE SE PRONONÇAIT PUBLIQUEMENT EN FAVEUR DE L'INDEPENDANCE POLONAISE**, où il parlait avec conviction de la liberté de cette nation. Et j'ai encore dans la mémoire les paroles de M. Churchill et du Président Roosevelt glorifiant l'héroïsme et les sacrifices de la Pologne. Ces paroles appellent des actes.

« C'est pourquoi je propose :

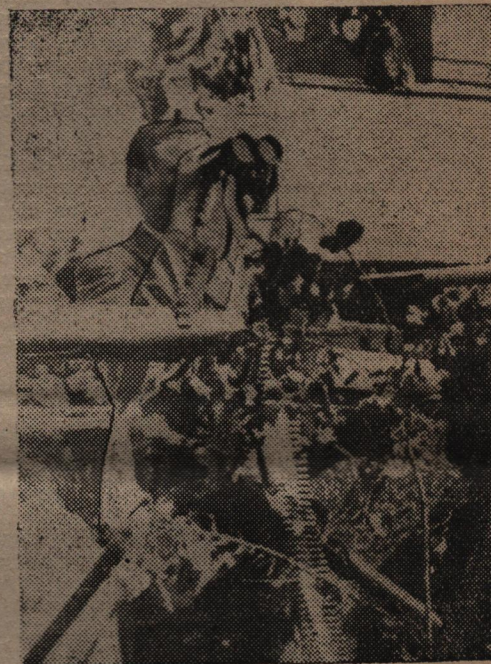
1° Que M. Churchill invite M. Arciszewski, Premier Ministre polonais, à venir le voir et à examiner la situation avec lui. M. Arciszewski, même s'il n'était pas Premier Ministre de Pologne, a, à son actif, assez de services rendus à l'humanité. Cela demande de la patience. Il ne fait pas de doute, pour ceux qui parlent avec des Polonais libres, que M. Arciszewski est suivi par une grande majorité des Polonais libres.

2° M. Churchill et le Président Roosevelt doivent en appeler au Maréchal Staline, pour qu'il mette fin à toutes les persécutions et déportations en Pologne et pour qu'il freine les gens de Lublin. Les Russes sont en mesure de le faire.

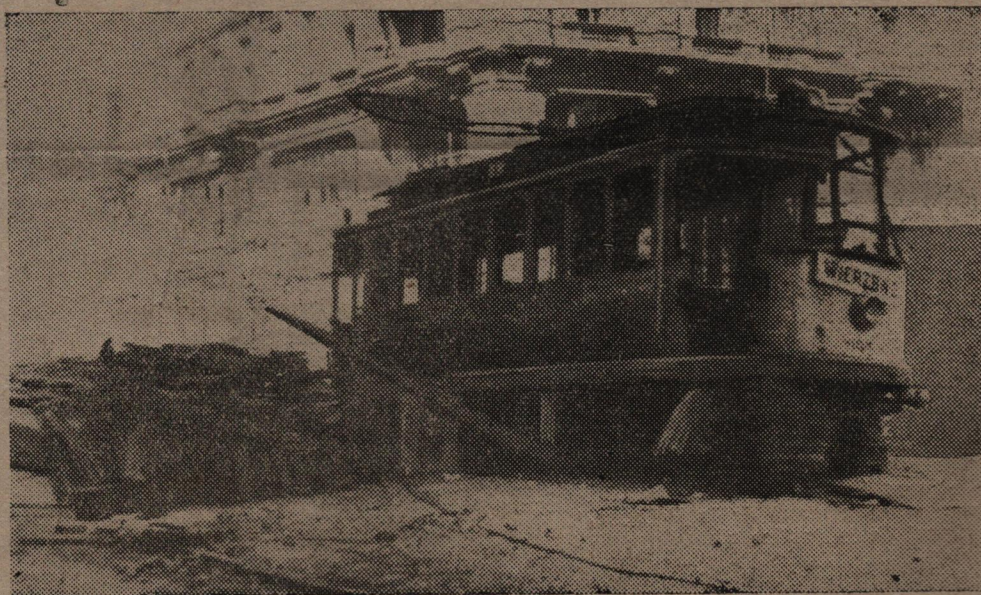
3° LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE FRANCE, DE GRANDE-BRETAGNE ET DE RUSSIE ET LE SECRETAIRE D'ETAT AMERICAIN DEVRAIENT SE RENCONTRER IMMEDIATEMENT POUR REGLER LA QUESTION DE L'INDEPENDANCE DE LA POLOGNE, de manière que toute possibilité de guerre civile et de domination par les armes soit écartée.

« Si on le fait — et je crois que c'est le minimum de ce que les Nations Unies peuvent faire pour leur première alliée — tous les sièges seront occupés à San Francisco et personne ne verra avec honte le siège vide de la Pologne.

« Le monde démocratique espère que les hommes d'Etat démocratiques n'abandonneront pas cette dernière. »



Ci-contre : L'affiche qui avait été apposée sur les murs de Varsovie, par l'Armée de l'Intérieur (Traduction : "Un projectile, un Allemand"). En bas : Une barricade improvisée dans une rue de Varsovie.





# RSOVIÉ 1944...

photographique, publié en  
n de Varsovie (Août-  
uelle fut la tragique issue.



*Ci-dessus* : Un détachement de D.C.A., muni d'un appareil portatif de détection.



Dans le quartier de WIERZRNO, mitrailleuse a été mise en batterie devant le château d'eau



*Ci-dessus* : Un officier de la Gestapo, fait prisonnier dans le Central téléphonique, point stratégique qui changea de mains à plusieurs reprises.

*En bas* : Voiture automobile allemande capturée par les insurgés.



## Les souffrances des enfants de Pologne

Le bulletin de l'*Union Internationale de Secours aux Enfants* édité à Genève publie dans son dernier numéro un long rapport sur la situation au point de vue hygiénique et alimentaire des enfants en Pologne sous l'occupation allemande. Le rapport précise que les rations des Polonais furent nettement insuffisantes et parfois n'existaient que sur le papier. La qualité des denrées était déplorable. L'attribution de lait pour les bébés fut presque partout supprimée, et les enfants polonais ne recevaient que très rarement du sucre, de la confiture et des farines alimentaires. La ration de viande par mois et par personne était de 100 grammes, le pain était presque immangeable, les pommes de terre souvent gâtées.

Les habitants de Varsovie absorbaient quotidiennement 375 calories, au lieu de 700 qui leur étaient théoriquement attribuées. Les rations de la population polonaise ne constituaient généralement que 15 pour cent des besoins normaux d'un être humain. Les enfants manquaient totalement de matières grasses et de vitamines.

L'activité de l'organisation polonaise de la protection de l'enfance (*Rada Glowna Opiekuncza*) déployée depuis 1942 en vue de secourir les enfants sous-alimentés, fut interdite par les occupants.

Sur l'ordre des Allemands, tous les sanatoria de Zakopane et de Rabka avaient été évacués des enfants polonais



lesquels jetés à la rue furent remplacés par des malades du Reich. Les occupants confisquèrent les stocks de vivres constitués par certains orphelinats grâce à la charité de la population et destinés aux enfants, pour les remettre aux travailleurs d'usines allemands.

En janvier 1943 les Allemands interdirent de servir des repas aux enfants dans les écoles, et les soupes populaires furent privées de tout droit d'achat de denrées alimentaires. En 1941, à Varsovie, ces soupes servaient 118.000 portions par jour, en 1942 — 69.000, en 1943 — 24.000 portions.

Les maladies et la mortalité firent des ravages terribles parmi les enfants polonais. Dans la région de Krosno, par exemple, 80 pour cent des enfants furent atteints d'anémie aigüe et un grand nombre d'entre eux moururent en 1942.

En général, le chiffre de la mortalité parmi les enfants en 1942 s'accrut sept fois par rapport à l'année 1938, cependant celui des naissances diminuait. A Lwow, en 1939, il y eut 2.659 naissances et 2.286 décès. En 1942 — 2.377 naissances et 4.229 décès. Le manque de vêtements et de chaussures contribua également, dans une très large mesure, à la mortalité des enfants. Seuls les agriculteurs recevaient des bons de chaussures et de vêtements contre la remise des contingents agricoles, tandis que les enfants des villes ne recevaient rien.

Si l'on ajoute à cet état de choses les conditions effroyables de logement, dûes au surpeuplement par suite des opérations de guerre et les déportations massives des provinces occidentales, on comprendra le martyre enduré par les enfants sous l'occupation allemande en Pologne.

## Un message des cardinaux et archevêques de France à l'Épiscopat polonais

Voici le texte du message voté par l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France en sa session de février 1945 et rendu public récemment :

« L'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France apporte à l'Épiscopat polonais l'hommage d'une sympathie et d'une admiration très profonde pour la longue lutte qu'il a menée, malgré de terribles persécutions, en défendant la Religion et la Cité, « pro aris et focis ».

« L'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France exprime à leurs Excellences le Cardinal, les Archevêques et Evêques de Pologne les vœux fraternels de tout l'Épiscopat français pour la résurrection de leur glorieuse patrie, bastion de l'Église et de la civilisation chrétienne ».

L'Assemblée a en outre décidé de prier les Archevêques et Evêques de France d'ordonner une quête dans tous les diocèses dont le produit constituera un secours de l'Épiscopat Français à l'Épiscopat Polonais. C'est le dimanche 6 mai qui a été désigné comme date pour cette quête.

## La primauté de la force sur le droit

# L'opinion d'un professeur américain sur les décisions de Yalta

L'hebdomadaire *Life* publie un article de M. Borghèse, ancien professeur à l'Université de Chicago, dans lequel l'auteur écrit entre autres :

« Le sentiment d'humiliation provoqué par la condamnation des décisions arbitraires des trois Grands augmente chez les habitants du Vieux Monde.

« N'est-ce pas une tragédie que la guerre, déclanchée officiellement à cause de la Pologne approche de sa fin victorieuse, tandis que la Pologne est vaincue.

« La Grande Bretagne est allée jusqu'à Munich. Elle marchait en hésitant, vers Prague. Mais elle s'arrêta devant Dantzig et la Poméranie. Elle luttait, tombait et se relevait. La Pologne luttait et continue à lutter aux côtés de la Grande Bretagne et des Etats-Unis. Quel en est le résultat ? Le Pacte du partage de la Pologne conclu entre Hitler et Staline fut déchiré, mais Staline a obtenu tout ce qu'il voulait, grâce à sa marche vers Berlin. Il reçoit de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur son propre compte ce que l'Armée Rouge a conquis pour le compte des Nations Unies. C'est là la tragédie.

« La question fondamentale n'est pas de savoir si le protectorat russe est meilleur que la domination allemande. Il n'est pas essentiel, non plus, de savoir si l'instauration du régime soviétique en Pologne amènera un progrès social et économique aux paysans et aux Juifs. Il ne s'agit pas non plus de savoir si Lwow et Wilno appartiendront à la Pologne ou à la Russie. Le problème essentiel est qu'il n'y a pas d'issue à cette situation.

« Les faits parlent pour eux : Wilno et Lwow appartiendront à la Russie. Nous sommes en train de vaincre Hitler en confirmant en même temps le principe pour lequel il luttait, LE PRINCIPE DE LA PRIMAUTE DE LA FORCE SUR LE DROIT.

« Les efforts de M. Harriman à Moscou sont condamnés à l'échec. En tant qu'ambassadeur il s'efforcera, peut-être, de gagner les faveurs de l'allié puissant. En tant que délégué des Etats-Unis à la conférence de Moscou, il doit défendre la Pologne, dont l'indépendance est dans la tradition des conceptions américaines.

« Nous attendons-nous vraiment à ce que M. Harriman soit à même de trouver un équivalent au fait que la Pologne se trouve sous un stricte contrôle militaire, non pas des alliés, mais de l'Armée Rouge ?

« Si nous nous disons que nous ne pouvons rien faire dans cette matière, que nous le regrettons beaucoup, que nous ne voulons pas ni ne savons intervenir en faveur de la Pologne, que ce serait un crime de préparer une troisième guerre mondiale contre la Russie — ce sera honnête de notre part.

MAIS LE MAL COMMENCE LA OU NOUS NOUS PERSUADONS QUE NI LES DECISIONS NI MEME L'ESPRIT

DE LA CHARTE DE L'ATLANTIQUE N'ONT ETE VIOLES DANS LEUR APPLICATION A LA POLOGNE. Et c'est cela même que nous avons fait à Yalta ».

## L'OPINION DU « NEW WORLD TELEGRAM »

De son côté, le *New World Telegram* écrit :

« En échange de son assentiment aux exigences russes, le président Roosevelt a obtenu certaines « concessoins ». Le maréchal Staline déclara qu'il ne consentirait pas à ce que le règlement des problèmes de l'Europe orientale, imposé par la Russie, fut l'objet de changements ultérieurs.

« Dans ces conditions le président Roosevelt a rédigé la partie des accords de Crimée d'où il découle que les trois Grands protégeront temporairement les pays libérés par l'intermédiaire des gouvernements représentatifs et qu'ils leur garantiront la liberté des élections.

« Cinq semaines se sont écoulées depuis la Conférence de Crimée. Non seulement cette garantie n'a pas été réalisée, mais elle a même provoqué un empirement de la situation politique en Pologne.

« Le Comité de Lublin, qui doit être remplacé par un gouvernement représentatif, se conduit en dictateur et s'adonne à la terreur. Le gouvernement polonais n'a pas été invité à San-Francisco. Si le président Roosevelt et M. Churchill ne réussissent pas à s'entendre le plus tôt possible avec la Russie au sujet de la constitution d'un nouveau gouvernement polonais, la Pologne ne participera pas à la Conférence de San-Francisco.

« Et pourtant c'est la Pologne qui la première opposa une résistance à Hitler, qui a tant souffert sous l'occupation allemande et dont les armées héroïques continuent à lutter sur le Rhin et en Italie. »

La lecture de  
**DOCUMENTS**

est indispensable

à qui désire se former  
une opinion objective  
au sujet de la Pologne



# Qui est le véritable conquérant de Wilno ?

On lit dans le « Bulletin de la Radiophonie Polonaise de Londres » :

« La mort du général Tcherniakowski, l'un des plus jeunes et des plus remarquables chefs militaires russes, tombé au champ d'honneur près de Königsberg, a donné l'occasion à la presse mondiale de l'appeler « le conquérant de Wilno ».

« Si cette presse avait vraiment voulu citer le nom de celui, grâce à qui les Allemands furent chassés de Wilno, il aurait fallu qu'elle connaisse un nom inconnu, celui du général Wilk, chef des Forces Intérieures de la région de Wilno et de Nowogrodek.

« En 1943, cet officier supérieur se trouvait déjà à la tête de l'Armée de l'Intérieur du district de Wilno, et portait le pseudonyme de « Wilk » qui signifie le Loup.

« La grande épopée de Wilno commença à l'aube du 7 juillet 1944. Après de longs combats de harcèlement, pendant lesquels toute la région de Wilno ainsi que la partie septentrionale du district de Nowogrodek furent débarrassées des Allemands, les forces du général Wilk, groupées en deux divisions, avancèrent vers la ville.

« A la même date, le radiotélégramme suivant, émanant de Wilno, parvint à Londres :

« Dans la nuit du 6 au 7 juillet, l'Armée de l'Intérieur polonaise a attaqué la ville par ses propres moyens. Les troupes soviétiques sont arrivées à 4 heures de l'après-midi. Les combats continuent. Les pertes sont considérables. La liaison avec le commandant de l'armée soviétique est établie. Pour le moment, les relations sont bonnes. »

« A Wilno, les combats font rage. Les Allemands résistent âprement à deux divisions de l'Armée de l'Intérieur et à une division soviétique. Le 10 juillet, les Polonais percent les lignes de défense allemande et pénètrent en ville. Lors des combats de rues se distinguent : le commandant Szczerbiec, le capitaine Jan, chef du 3<sup>e</sup> bataillon du 85<sup>e</sup> régiment d'infanterie, et le comman-

dant Wegielny, chef des quatre bataillons groupés.

« Les chefs soviétiques de ligne félicitent chaleureusement les soldats du capitaine Jan et du commandant Wegielny.

« Cependant, le général Wilk ressent une vive inquiétude, parce que l'attitude des officiers de ligne contraste très nettement avec le manque de sincérité des officiers politiques russes.

« Les appréhensions du Général ont été exprimées dans le télégramme suivant parvenu à Londres :

« Vu la tension croissante, il est nécessaire qu'une commission internationale alliée ou, tout au moins, des officiers de liaison anglo-américains soient envoyés au quartier général par voie de l'air. Il est à redouter, non seulement que tous nos détachements soient perdus, mais également que tous les résultats obtenus par notre lutte contre les Allemands sur le territoire nord-est de la Pologne soient anéantis. »

« Le deuxième télégramme du général Wilk, daté du 12 juillet, reflète le même souci :

« J'estime que la Russie se propose de liquider nos forces. »

« En dehors de ces messages, Wilk transmet des communiqués militaires. En voici quelques-uns :

« Le 13 juillet, les Allemands défendent à Wilno quelques nids de résistance. Ils sont ravitaillés par l'air. L'aviation allemande bombarde la ville en flammes. Les Allemands ont fait sauter, entre autres : la centrale électrique, la centrale de distribution des eaux, la station émettrice de radio, les hôtels George et Bristol. Ils assassinent la population civile. Le quartier de la gare a le plus souffert. La plupart des monuments, parmi lesquels la porte sacrée « Ostra Brama », sont noircis par des incendies. Le caractère polonais de la ville apparaît très nettement. Les soldats de l'Armée de l'Intérieur se trouvent partout. La DCA est polonaise. Les hôpitaux, bondés de blessés, sont administrés par les Polonais. Des comités et

des administrations polonaises se forment dans toutes les usines et les ateliers. »

« Déchiré entre l'espoir et l'inquiétude, le général Wilk télégraphie souvent. D'une grande objectivité, quand il s'agit des affaires purement militaires, ses messages laissent transparaître la fierté du rôle prédominant que ses deux divisions ont joué dans les combats pour la libération de Wilno, fierté voilée d'un souci sur le sort réservé à l'armée polonaise après l'occupation de la ville par les autorités soviétiques.

« Et puis encore un autre message :

« Le 15 juillet j'ai été invité chez le Général Tcherniakowski, commandant de la troisième armée soviétique, en qualité de chef de l'Armée de l'Intérieur. Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère favorable. Notre proposition de constituer au début une division d'infanterie et une brigade de cavalerie, qui seraient envoyées en ligne, a été acceptée sans réserve. Aussitôt constitués et équipés, ces détachements monteraient au front, comme unités de l'Armée polonaise, soumise au Gouvernement polonais et au Commandant Suprême. »

« Afin d'arrêter les détails de la coopération militaire, les deux généraux ont fixé la date de leur deuxième entrevue au 17 juillet. Wilk se rendit au rendez-vous, mais depuis ce moment aucun message portant sa signature n'est plus parvenu au monde. En toute hâte, quelqu'un d'autre a envoyé une nouvelle brève et alarmante :

« Le 17 juillet les autorités soviétiques ont arrêté l'état-major polonais des régions de Wilno et de Nowogrodek. »

« Les renseignements de Pologne arrivés plus tard à Londres disaient que 7.000 soldats de l'Armée de l'Intérieur et conquérants de Wilno avaient été déportés en direction de... Minsk. Plus de 70 officiers furent expédiés en autos dans une direction inconnue. Depuis ce jour, il n'y a plus de nouvelles ni de Wilk, ni de ses soldats. »

## APRÈS LE VERDICT DE CRIMÉE

Analysant la possibilité de l'application des décisions de Yalta, *The New Leader*, l'organe des socialistes américains, formule les conditions suivantes

« De véritables représentants des partis politiques polonais doivent faire partie du nouveau gouvernement. Il s'agit de ceux qui ont dirigé la lutte contre les Allemands dans la clandestinité et dans l'Armée de l'Intérieur et non pas des prétendus socialistes ou chefs des partis baptisés « populaires », qui ne constituent qu'un camouflage communiste.

« 2° Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne doivent non seulement garantir les frontières et l'indépendance de la Pologne, mais également donner des garanties réelles et des directives sur la façon dont les nouvelles élections, libres de toute pression étrangère, doivent avoir lieu.

« Churchill a fait transparaître qu'il n'avait pas confiance, lui-même, dans les décisions de Yalta concernant l'in-

dépendance et la souveraineté de la Pologne, lorsqu'il a parlé du retour des soldats polonais dans leur patrie et quand il leur a offert la citoyenneté britannique.

« 3° Les élections doivent être surveillées de près et sous tous leurs aspects, par une commission internationale, comportant un nombre suffisant de représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne de telle manière qu'elle puisse réellement contrôler la façon dont auront lieu les élections.

« Une autre commission semblable doit siéger en Pologne, afin de surveiller le jugement des criminels de guerre et des démocrates faussement accusés.

« 4° Des légations et des consulats de toutes les Nations Unies doivent à nouveau être installés en Pologne. Lorsque quarante états seront ainsi représentés, le monde démocratique aura quelque assurance de pouvoir être alerté, au cas où les engagements de Yalta

ne seraient pas respectés.

« 5° Les libertés de la parole, de la presse, des réunions et du culte doivent être restituées par le nouveau gouvernement et garanties par la Russie. Les journalistes anglo-américains doivent être autorisés à rechercher et à envoyer à l'étranger des nouvelles non censurées.

« 6° Les représentants de l'UNRRA et de la Croix Rouge doivent pouvoir pénétrer en Pologne, afin d'y remplir librement leurs fonctions.

« 7° Il est de toute importance que l'Armée rouge quitte le territoire polonais aussitôt que les Allemands seront vaincus.

« Churchill et Roosevelt — continue « *The New Leader* » — ne peuvent refuser leur appui à ces minimes revendications sous peine d'avouer au monde entier leur hypocrisie, leur capitulation devant Staline et l'enterrement de la Charte de l'Atlantique.



**En faveur de  
l'indépendance  
de la Pologne**

# L'ASSOCIATION POLONO-ÉCOSSAISE ADRESSE UNE LETTRE A M. EDEN

*L'Association Polono-Ecossaise, qui groupe les amis de la Pologne en Ecosse et dont le président est Lord Elgin, a adressé à M. Eden une lettre dont nous extrayons les passages suivants :*

A) L'Association Polono-Ecossaise admet qu'il soit nécessaire actuellement, pour des raisons d'ordre militaire, que les territoires constituant la Pologne de 1939 soient soumis à un certain contrôle russe. Mais, selon sa conviction ferme et sincère, aucune décision définitive ne doit être prise sur l'avenir des habitants de la partie de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche qui faisaient partie de la Pologne en 1939 sans donner à leur population l'occasion d'exprimer librement sa volonté, sans aucune influence de l'extérieur.

En résumé, la décision doit être prise par les populations intéressées afin qu'elles obtiennent la liberté pour laquelle nous combattons. Nous demandons donc :

1° le gouvernement de Sa Majesté garantira-t-il aux populations des territoires polonais de 1939 que leur avenir sera réglé suivant LA DEFINITION, PAR M. CHURCHILL, DES LIBERTES EFFECTIVES, DANS LE MESSAGE ADRESSE AU PEUPLE ITALIEN LE 28 AOUT 1944. EN PARTICULIER, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTE GARANTIRA-T-IL A CES POPULATIONS LES DROITS DEFINIS DANS LE PREMIER POINT DU MESSAGE ET NOTAMMENT LA LIBERTE DE L'OPINION, DE L'OPPOSITION ET DE CRITIQUE A L'EGARD DU GOUVERNEMENT ?

2° le gouvernement de Sa Majesté garantira-t-il les mêmes droits aux populations d'une Pologne dont les frontières seront peut-être définitivement établies par un accord entre un gouvernement polonais réellement représentatif et les trois grandes puissances signataires des déclarations de Yalta ?

B) De plus l'Association Polono-Ecossaise désire obtenir une assurance du gouvernement de Sa Majesté sur les points suivants :

1° la cessation immédiate des déportations en Russie de ceux qui furent citoyens polonais en 1939 et le rapatriement de tous les citoyens polonais déportés depuis septembre 1939 par les Russes et les Allemands.

2° le droit pour les troupes polonaises, combattant avec les alliés de l'Ouest, de voter, et la possibilité, reconnue et organisée officiellement, de soumettre leurs désirs concernant l'avenir de leur pays, selon les droits accordés aux forces armées britanniques.

C) L'Association Polono-Ecossaise est sérieusement angoissée par les arrestations et la détention dans des camps de concentration des membres de l'Armée Polonaise de l'Intérieur et des autorités de la Résistance loyales au gouvernement de Londres, reconnu par le gouvernement de Sa Majesté et par celui des Etats-Unis.

D) L'Association demande si le gou-

vernement de Sa Majesté se mettra immédiatement en rapport avec le gouvernement soviétique pour qu'il permette à un comité d'Ecossais et de Polonais de se rendre en Pologne sans délai, jouissant de toutes les facilités de déplacements et de tous les moyens de communication dans toute la Pologne et de la possibilité de voir n'importe qui en Pologne et d'inviter deux membres de l'Association Polono-Ecossaise à participer à ce comité ?

E) Le gouvernement de Sa Majesté donnera-t-il une assurance que des mesures seront prises en vue de permettre à la Croix-Rouge Internationale et à l'UNRRA d'entrer en Pologne sans délai, pour aider sans entraves à la reconstruction du pays, ainsi qu'aux représentants de la presse pour transmettre au monde les informations sur les conditions actuelles ?

F) Le Gouvernement de Sa Majesté donnera-t-il une assurance qu'il n'y aura

pas d'élections en Pologne avant le retour des déportés et avant que les forces combattantes et les prisonniers de guerre aient la possibilité de voter et ensuite une assurance que ces élections se dérouleront sous le contrôle d'une commission nommée par le gouvernement de Sa Majesté et par les gouvernements des Etats-Unis et de la France afin d'assurer dans la mesure du possible à tout citoyen l'entière possibilité de voter selon ses convictions, sans crainte des conséquences ?

L'Association Polono-Ecossaise apprécie grandement et soutient pleinement les paroles du premier ministre ainsi que les vôtres prononcées au cours des récents débats à la Chambre des Communes par lesquelles vous avez donné une assurance définie que la Pologne serait forte et indépendante ».

*Cette lettre a été signée par le président, Lord Elgin, et par le secrétaire général, M. Borrowes.*

## Les Polonais d'Amérique ne cessent de défendre la cause de la Pologne

Le Comité de Coordination des associations polonaises des états de l'Est ont lancé un appel à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat lui demandant d'examiner immédiatement « les conditions intolérables de la vie actuelle en Pologne ».

L'appel constate qu'à la Conférence de Crimée les Etats-Unis assumèrent une co-responsabilité de la situation intérieure en Pologne et demande à la Commission de déposer au Sénat une motion de résolution selon laquelle les Etats-Unis recevront en commun avec les deux autres Grands le pouvoir leur permettant de remplir les engagements découlant des accords de Yalta, sinon, dans le cas contraire, les Etats-Unis admettront leur incapacité de tenir leurs promesses.

*L'appel condamne les déportations massives des Polonais et l'établissement de cinq camps de concentrations permanents et de nombreux camps temporaires pour les soldats de l'Armée de l'Intérieur.*

*« Comment peut-on parler d'élections libres, demande le Comité de coordination, si les héros de la Résistance sont traités comme des criminels, si les libertés de presse et de réunion n'existent pas, si les 150.000 soldats de l'Armée Polonaise qui combattirent à nos côtés sur les champs de bataille les plus sanglants ne sont pas autorisés à voter, si les millions de Polonais déportés en Allemagne ou en Russie ne sont pas encore revenus et si la Pologne est occupée par les armées russes ? »*

L'appel exige qu'un nombre suffisant de fonctionnaires, d'assistants sociaux et de journalistes américains soient autorisés à se rendre en Pologne afin d'y examiner la situation et d'en rendre

compte en Amérique. Pour terminer, l'appel demande à la Commission des Affaires Etrangères d'accorder au Comité le droit de participer aux réunions de la Commission auxquelles le problème polonais sera discuté.

*Plus de 6.000 personnes ont participé à une assemblée publique polono-américaine, convoquée par la section new-yorkaise du Congrès des Polonais d'Amérique et par d'autres organisations, pour protester contre les décisions de Yalta et contre la non-invitation de la Pologne à la Conférence de San-Francisco.*

*M. Okonski, député à la Chambre des Représentants, a déclaré entre autres :*

*« La Pologne ne sera pas représentée à San-Francisco parce qu'un seul pays allié, la Russie, a refusé de reconnaître le gouvernement polonais. A Yalta personne n'a défendu la cause polonaise. Pour la première fois, dans l'Histoire, les Alliés ont consenti à un partage et à la destruction d'un autre Allié. »*

La résolution, adoptée par l'Assemblée, critique violemment les décisions de Crimée concernant les petits pays, la Pologne et les pays Baltes y compris, ces décisions privant les peuples de ces pays du droit de décider librement d'eux-mêmes, et remplaçant ce droit par un contrôle politique étranger.

La résolution condamne les actes de violence dont « nos compatriotes américains ne sont pas suffisamment informés » et lance un appel à la conscience des Américains les invitant à déposer des pétitions appropriées et à insister auprès des délégués des Etats-Unis à la Conférence de San-Francisco pour qu'ils s'efforcent de réparer les torts et les injustices commis à Yalta envers la Pologne et les pays Baltes.